

Autonomie des universités : pour les étudiants communistes, c'est NON !

L'Union des étudiants communistes dénonce une nouvelle fois le projet de loi portant organisation de la nouvelle université. Les modifications de ces derniers jours ne changent en rien une logique globale dangereuse qui vise la confiscation et la marchandisation des savoirs et cela, nous ne pouvons l'accepter.

Le texte du projet est irrecevable sur trois points précis :

- La présidentialisation de la gouvernance des universités, avec un CA restreint, un président tout puissant, possédant notamment un droit de veto sur les affectations de l'ensemble des personnels, un CS et un CEVU relégués au rang d'instances consultatives.
- La casse du statut d'enseignant-chercheur, avec le transfert de la responsabilité aux CA de la répartition des obligations de services et la possibilité pour le président de recruter des contractuels.
- Les attaques sur les conditions de vie et d'étude des étudiants, avec les possibles dérives vers la sélection du système de pré-inscription et la promotion d'un salariat étudiant concurrent des études, avec la possibilité pour le président de recruter les étudiants au lieu d'embaucher des personnes qualifiées.

Nous réaffirmons la nécessité d'une véritable concertation

pour clarifier avant tout la finalité de l'enseignement supérieur et cela doit faire l'objet du plus large débat. Pour l'UEC, il s'agit de construire un service public démocratisé visant notamment la formation à la citoyenneté, le partage et l'appropriation par tous des savoirs, la sécurisation des parcours, donnant à chaque étudiant les moyens de réussir ses études.

Nous estimons que les mesures du projet d'autonomie des universités ne peuvent aboutir qu'à la casse du service public d'enseignement supérieur. Le transfert de l'ensemble des ressources aux universités et la possibilité d'un financement privé de grande ampleur, laisse craindre une privatisation du supérieur et l'instauration d'un système à deux vitesses. Il est probable qu'une des graves conséquences de l'application de ce projet soit, à moyen terme, l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants.

L'Union des étudiants communistes demande à nouveau le retrait de ce projet et l'organisation d'assises de l'enseignement supérieur pour répondre aux enjeux de notre époque. Nous participerons à toutes les initiatives allant dans ce sens ■

Contact : Igor Zamichiei, Secrétaire National de l'UEC. Tel : 01.40.40.12.62
Mail : uec@jeunes-communistes.org

